

Québec pressée d'en faire plus pour ses policiers après un sondage «inquiétant»

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

8 août 2024 à 04h30|

Mis à jour le 8 août 2024 à 07h18



Le maire Bruno Marchand en compagnie d'agents du SPVQ, lors de la Fête de Québec. (Caroline Grégoire/Archives Le Soleil)

L'administration Marchand aurait intérêt à en faire davantage, et vite, pour ses policiers, estime l'opposition officielle. Un sondage montre qu'ils sont moins mobilisés que la moyenne des employés municipaux, un constat «inquiétant» devant des problématiques «croissantes» à Québec.

«Ça ne va pas aller en s'améliorant, les défis pour notre corps policier vont aller en augmentant. Si nos policiers sentent qu'ils ne sont pas

impliqués ou qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour les absorber, on va avoir un problème comme Ville», alerte le chef de l'opposition officielle Claude Villeneuve.

En entrevue au *Soleil*, le conseiller municipal a partagé mercredi les constats tirés d'un sondage mené auprès des employés municipaux de Québec, obtenu en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Le coup de sonde de la firme Amélio, commandé par la Ville de Québec, visait à connaître le degré de mobilisation et de satisfaction de l'ensemble des employés, dont les policiers, à l'égard de leur employeur. Les résultats ont fait l'objet d'une présentation au personnel policier en septembre 2023.

Presqu'un an plus tard, le chef de l'opposition officielle se questionne sur les actions prises par l'équipe du maire Bruno Marchand pour renverser la tendance.

Dans l'ensemble des 12 facteurs évalués chez les répondants, les policiers affichent un taux de mobilisation inférieur à la moyenne des autres corps d'emplois municipaux.

S'ils identifient le soutien à la tâche et la rétroaction par les collègues comme des «forces» de l'équipe, les membres du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) se montrent toutefois préoccupés par la considération des employés et la reconnaissance par l'organisation.

Entre autres, des affirmations comme «la Ville me semble à l'écoute des besoins et préoccupations des employés» et «je sens que la Ville prend en compte les capacités et la charge de travail actuelle lorsqu'elle planifie de nouveaux projets» sont parmi les cinq qui obtiennent les cotes les plus négatives.

Chez les policiers, le taux net de recommandation des employés (indice TNR), qui mesure la satisfaction, la loyauté et la fierté des employés, obtient un score de -44. Une note sous zéro est généralement considérée «comme critique», fait-on valoir dans la présentation du sondage consultée par *Le Soleil*.

Sur un total de 908 policiers, 590 ont répondu au sondage (65 % de taux de réponse).

«De l'eau dans le gaz»

Ainsi, les agents de la paix se montrent-ils satisfaits de leurs collègues et de leurs supérieurs, observe Claude Villeneuve. Là où le bât blesse, c'est dans les relations avec la Ville, soulève le chef de l'opposition officielle.

«Là où il semble y avoir de l'eau dans le gaz, c'est entre les policiers et la Ville, illustre-t-il. On dirait qu'entre les orientations politiques identifiées et le travail auquel on s'attend des policiers, eux, ils sentent qu'ils ne sont pas mis dans le coup».

Dans un contexte où Québec est aux prises avec «des problématiques qui ont pris plus d'importance ces dernières années», le conseiller municipal presse l'administration Marchand d'en faire plus pour ses policiers.

Entre «violence armée, itinérance, interventions en santé mentale, manifestations et multiplication des chantiers routiers», il faudra bien y remédier, plaide M. Villeneuve.

«Je trouve ça inquiétant. Si nos policiers ne sont pas fiers de travailler pour la Ville de Québec et n'en sont pas des promoteurs [...] avec les défis qu'on a devant nous, c'est un problème. Sous l'éclairage des défis qu'on a à relever comme Ville, c'est quelque chose à quoi il faut s'attaquer.»

Pas au beau fixe

Il faut dire que dans un contexte de renouvellement de leur contrat de travail, la relation entre Québec et ses policiers n'est pas au beau fixe.

Depuis l'automne 2023, les négociations se poursuivent pour en arriver à une entente. En mai dernier, la Ville a annoncé recourir à un médiateur neutre pour «faciliter les échanges» avec la Fraternité des policiers et policières.

Sans contrat de travail depuis le 31 décembre 2023, les policiers ont multiplié les actions pour se faire entendre ces derniers mois.

Les derniers conseils municipaux avant les vacances ont tous été marqués par des questions de plusieurs représentants du syndicat.

Interpellé par l'un d'eux au sujet du sondage en séance publique le 2 juillet, le vice-président du comité exécutif, Pierre-Luc Lachance, a refusé de commenter, dans le cadre des négociations en cours. «Le tout continue à suivre son cours pour s'assurer que nos employés continuent leur bon travail», s'est-il contenté de répondre.

«Je suis conscient qu'il y a un contexte de négociation, mais quand les policiers disent qu'ils ne sont pas assez impliqués dans la mise en place de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives, j'ai l'impression que c'est plus un problème opérationnel», réplique le chef de l'opposition officielle.

«Ça donne l'impression qu'il serait le temps qu'on parle aux policiers pour leur demander de quoi ils ont besoin», tranche-t-il.